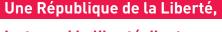
SOCIALISTES POUR UNE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE!



J'ai donc décidé de me présenter aux élections législatives pour incarner le renouveau de la vie politique locale et nationale.

J'ai 33 ans, je vis en couple et suis père de deux enfants. Créateur d'entreprise, je sais les craintes qui sont les vôtres d'un lendemain incertain pour vous et pour vos enfants. Je veux montrer à toutes et à tous que la jeunesse peut se mobiliser et être actrice de l'avenir.

C'est le sens de mon engagement.



c'est aussi la liberté d'entreprendre et de vivre de son travail :

Il est temps que le législateur instaure des règles pour mieux accompagner les TPE et PME dans la création, le développement ou la restructuration de leurs activités. Nous devons réussir à créer un monde du travail apaisé où salariat et patronat puissent avancer ensemble.

Une République de l'Égalité,

c'est aussi une société du mérite républicain, de l'éducation, de la santé, de la promotion sociale pour tou.te.s :

L'ascenseur social doit être accessible à tou.te.s. La promotion des uns ne doit pas être considérée comme une menace mais comme un outil pour la réussite de tou.te.s. Nous devons redéfinir les règles du monde du travail : la flexibilité ne doit pas être synonyme de précarité mais s'accompagner de plus de sécurité.

Une République de la Fraternité,

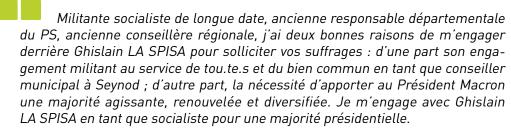
c'est aussi une République qui se soucie des générations futures :

Nous devons bâtir une société qui soit en mesure de préserver les ressources et les espaces naturels pour nos enfants et petits-enfants.

En candidat progressiste, la force de ma candidature est de traverser les clivages politiques, ce qui correspond à l'aspiration générale. C'est ainsi que je m'inscris dans la perspective d'une majorité présidentielle.

Ghislain LA SPISA











SOCIALISTES POUR UNE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE!







MON ENGAGEMENT DE DÉPUTÉ POUR UNE POLITIQUE PROGRESSISTE QUI CONSTRUIT L'AVENIR :

Contribuer à l'emploi du futur

Investir dans l'avenir et pour l'emploi tourné vers l'industrie du futur et l'agro-écologie.

Faire financer intégralement par la BPI (Banque publique d'Investissement) les projets innovants, d'excellence et tournés vers l'export des TPE-PME.

Étendre la Sécurité sociale professionnelle

Redéployer le compte personnel d'activité (CPA) en fusionnant les minima sociaux pour créer une couverture sociale commune.

Investir massivement dans une formation professionnelle permanente pout tou.te.s, notamment les jeunes et les demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés.

Promouvoir la transition écologique et énergétique

Renforcer le soutien à l'économie sociale et solidaire et les circuits courts. **Poursuivre** la rénovation thermique engagée depuis 2012 en faveur des logements.

Permettre le bien-être de tou.te.s

Dénoncer la souffrance au travail : c'est une grande cause nationale qui doit se dire et trouver ses solutions dans la collaboration avec les partenaires sociaux et les acteurs de la santé.

Permettre aux personnes handicapées une existence sociale pleine et entière.

S'assurer de l'égalité salariale effective entre les femmes et les hommes dans les entreprises.

Donner accès à tou.te.s aux mêmes droits sociaux, et notamment à l'assurance chômage, y compris aux chefs d'entreprises de TPE-PME et aux professions libérales.

Préserver le droit à la santé

Lutter contre les déserts médicaux : accompagner l'installation de médecins et professionnels paramédicaux et créer des maisons de santé dans les territoires actuellement sous-dotés. Créer 32.000 postes hospitaliers.

Pouvoir vieillir dans la dignité

Revaloriser le minimum vieillesse et améliorer la qualité de vie des personnes dépendantes : augmenter les places disponibles et les personnels soignants en EHPAD.

Contribuer au maintien à domicile par un crédit d'impôt pour les travaux d'aménagement des logements.

Une Europe des peuples, juste

Réinventer le projet européen : l'Europe doit être plus sociale, plus écologique et plus démocratique. Elle doit harmoniser ses règles et lutter collectivement contre l'optimisation et l'évasion fiscales.

Consolider le pacte de sécurité européen contre le terrorisme et pour l'Europe de la défense.

Réviser la directive sur les travailleurs détachés. La France doit être à l'avant-garde dans la lutte contre le dumping social.



